

CONSCIENCE ENVIRONNEMENTALE ET SANITAIRE ET UTILISATION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES PAR LES FEMMES AGRICULTRICES DE LOKAHA (KORHOGO/CÔTE D'IVOIRE)

MAMBA Tchimou Bernard
Enseignant Chercheur
Université Peleforo GON COULIBALY
UFR des Sciences Sociales
Département Sociologie

Résumé :

L'activité de maraîchage constitue l'une des principales sources de revenus de la plupart des femmes, agricultrices de la ville de Korhogo. Pratiquée autour des zones humides, cette activité est une réponse à la problématique de lutte contre l'insécurité alimentaire dans le Nord ivoirien. Cependant, pour lutter contre les ravageurs et accroître leurs productions agricoles, celles-ci ont recours aux pesticides, dont l'usage est en déphasage avec les bonnes pratiques phytosanitaires en vigueur en Côte d'Ivoire. Cette étude vise à connaître les facteurs de la non-application des normes d'utilisation des produits phytosanitaires par les agricultrices de Lokaha. Elle part de l'hypothèse selon laquelle, le non-respect des normes d'utilisation des produits phytosanitaires par les agricultrices de Lokaha, est lié à leur conscience environnementale et sanitaire des pesticides. Basée sur une approche qualitative, cette étude a mobilisé les techniques de collecte des données que sont la recherche documentaire, l'échantillonnage, l'entretien semi-directif et l'observation directe. Au total, 45 agricultrices ont été interrogées. La saturation des informations a permis d'arrêter la taille des acteurs interrogés. Cette étude repose sur la théorie des représentations sociales. Les résultats obtenus ont révélé que, la non-application des règles d'usage des produits phytosanitaires, s'explique par la faible conscience du risque sanitaire et environnementale des agricultrices ; ainsi que leurs représentations sociales des produits phytosanitaires.

Mots-clés: conscience environnementale, conscience sanitaire, produit phytosanitaire, femme agricultrice, Korhogo

Sensibilización medio ambiental y sanitaria y uso de productos fitosanitarios por las agricultoras en Lokaha (Korhogo/Costa de Marfil)

Resumen:

La horticultura es una de las principales fuentes de ingresos para la mayoría de las agricultoras de la ciudad de Korhogo. Practicada en zonas húmedas, esta actividad es una respuesta al problema de la lucha contra la inseguridad alimentaria en el norte de Costa de Marfil. Sin embargo, para luchar contra las plagas y aumentar su producción agrícola, utilizan plaguicidas, cuyo uso no está en sintonía con las buenas prácticas fitosanitarias vigentes en Costa de Marfil. Este estudio tiene como objetivo conocer los factores de la no aplicación de las normas para el uso de productos fitosanitarios por parte de las agricultoras en Lokaha. Se basa en el supuesto de que el incumplimiento de las normas para el uso de productos fitosanitarios por parte de los agricultores de Lokaha está relacionado con su conciencia ambiental y sanitaria de los plaguicidas. Basado en un enfoque cualitativo, este estudio movilizó técnicas de recolección de datos como investigación documental, muestreo, entrevista semiestructurada y observación directa. Se entrevistó a un total de 45 agricultoras. La saturación de información permitió detener el tamaño de los actores entrevistados. Este estudio se basa en la teoría de las representaciones sociales. Los resultados obtenidos revelaron que la no aplicación de las normas para el uso de productos

fitosanitarios se explica por la escasa conciencia del riesgo para la salud y el medio ambiente de las agricultoras; así como sus representaciones sociales de productos fitosanitarios.

Palabras clave: conciencia ambiental, conciencia de la salud, producto fitosanitario, mujer agricultora, Korhogo

Environmental and health awareness and use of phytosanitary products by women farmers in Lokaha (Korhogo/Côte d'Ivoire)

Abstract

Market gardening is one of the main sources of income for most women farmers in the town of Korhogo. Practiced around wetlands, this activity is a response to the problem of fighting food insecurity in northern Côte d'Ivoire. However, to fight against pests and increase their agricultural production, they use pesticides, whose use is out of step with good phytosanitary practices in force in Côte d'Ivoire. This study aims to find out the factors for the non-application of the standards for the use of phytosanitary products by women farmers in Lokaha. It is based on the assumption that non-compliance with the standards for the use of phytosanitary products by the farmers of Lokaha is linked to their environmental and health awareness of pesticides. Based on a qualitative approach, this study mobilized data collection techniques such as desk research, sampling, semi-structured interview, and direct observation. A total of 45 women farmers were interviewed. The saturation of information made it possible to stop the size of the actors interviewed. This study is based on the theory of social representations. The results obtained revealed that the non-application of the rules for the use of plant protection products is explained by the low awareness of the health and environmental risk of women farmers, as well as their social representations of plant protection products.

Keywords: environmental awareness, health awareness, plant protection product, female farmer, Korhogo

Introduction

L'agriculture urbaine et périurbaine est de nos jours considérée comme une réponse durable à la problématique de la sécurité alimentaire, au chômage, au sous-emploi mais également à la préservation de l'environnement (OCDE/FAO, 2022). Cette activité pratiquée en majorité (95 %) par les femmes (K. Y. Nangah et al, 2020), constitue pour la plupart d'entre elles, la principale source de revenu. C'est le cas des femmes agricultrices de la ville de Korhogo. Cette activité y est pratiquée autour des zones humides (rivière, lac et barrage) en milieu urbain (Boko, 2013, cité par K. Bikpo, 2016). Ces dernières années, sous l'effet de l'explosion urbaine, la production d'aliments dans les villes (agriculture urbaine -AU) et dans leurs périphéries (agriculture périurbaine -AP) a pris une importance croissante du fait de sa contribution à l'approvisionnement alimentaire urbain, à la lutte contre la pauvreté, à la création d'emplois, à l'amélioration de l'environnement et à l'enrichissement des régimes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines (FAO, 2007).

Cependant, les agricultrices sont la proie des nuisibles. Pour lutter contre les ravageurs et accroître leurs productions, les agricultrices de la ville de Korhogo ont recours aux pesticides, le plus souvent non homologués et dont l'usage est en déphasage avec les bonnes pratiques recommandées par la Direction générale de la Protection des végétaux et de la Qualité (DCVQ) en Côte d'Ivoire. En effet, celles-ci utilisent les produits phytosanitaires sans aucun équipement de protection individuel (EPI). Trois grandes familles de pesticides, à savoir les herbicides (37 %), les fongicides (19 %) et les insecticides (44 %) sont utilisées. Les producteurs ne respectent pas les itinéraires agricoles des produits, seul 48 % des produits utilisés sont homologués pour la culture maraîchère contre 52 % pour le coton et autres cultures mixtes. (S. Gbombélé, et al 2018, p.155). Des intoxications dues à la mauvaise utilisation de ces produits sont récurrentes dans cette zone. Hormis les cas d'intoxication, ces femmes souffrent également des maux de tête, d'éternuements (60,7 %) et des troubles de la vision (28 %) (S. Gbombélé, et al 2018, p.155). Pour éviter les effets négatifs de ces produits, et promouvoir une utilisation saine, un service d'éducation et de sensibilisation des agriculteurs et agricultrices a été mis en place par l'ANADER de Korhogo. Ces activités de sensibilisation portant sur le mode d'utilisation des produits phytosanitaires ont été entreprises par le ministère de l'Agriculture et du Développement Durable. Aussi, des bénévoles ayant une bonne formation à l'utilisation de produits phytosanitaires ont été également formés.

Nonobstant toutes ces mesures de mitigations (mesures de précaution tendant à atténuer les dommages) mise en place par les acteurs étatiques, nous constatons que, les femmes agricultrices de Lokaha (localité située en périphérie de Korhogo) continuent de faire un usage non conforme aux normes en vigueur des produits phytosanitaires¹. Au regard de ce constat, nous nous posons la question suivante : Quels sont les facteurs de la non-application des normes d'utilisation des produits phytosanitaires par les agricultrices de Lokaha ?

Cette étude part de l'hypothèse que le non-respect des règles d'utilisation des pesticides par les agricultrices de Lokaha, est lié à leur conscience environnementale et sanitaire des pesticides. Basée sur une approche qualitative, cette étude a mobilisé les techniques de collecte des données que sont la recherche documentaire, l'échantillonnage, l'entretien semi-directif et l'observation directe. Au total, 45 agricultrices ont été interrogées. La saturation des

¹ Il s'agit entre autres de L'utilisation des produits adaptés à chaque type de cultures, Le Port des gants ; L'utilisation d'un pulvérisateur ; Le Port d'un masque protégeant le nez et la bouche ; Le Port d'une visière de protection ; Le Port des bottes ; Le Port d'un masque respiratoire ; Le Port des vêtements de protection ; Le lavage des mains au savon après usage des produits phytosanitaires, La prise de bain après emploi des produits phytosanitaire. Etc.

informations a permis d'arrêter la taille des acteurs interrogés. Cette étude repose sur la théorie des représentations sociales.

1. Démarche méthodologique et modèle théorique

1.1. Démarche méthodologique

La présente étude est essentiellement qualitative et vise à connaître les facteurs de la non-application des normes d'utilisation des produits phytosanitaires par les agricultrices de Lokaha. À cet effet, une enquête de terrain a été menée dans le village de Lokaha du 02 au 16 mai 2022.

1.1.1. Site de l'étude

La présente étude, de type qualitatif a été réalisée dans le village de Lokaha situé non loin de l'université Peleforo Gon Coulibaly. La population de ce village est composée majoritairement de l'ethnie Sénoufo, notamment les Nanfarans, Fodonons, et Tchebalas. Dans les environs de ce village l'on note la présence d'un cours d'eau qui est utilisé pour les besoins quotidiens de la population et aussi pour l'abreuvement des bovins et caprins et les activités de maraîchage (voire planche ci-dessous).



Femmes agricultrice en activité dans le bas-fond de Lokaha

Source : Notre enquête avril 2022

1.1.2. Technique d'échantillonnage

1.1.2.1. Population

La population de cette étude est composée de l'ensemble des agricultrices de Lokaha.

1.1.2.2. Échantillon

Un échantillon de type intentionnel ou par choix raisonné a été constitué pour réaliser cette étude. Au total, 45 agricultrices issues de Lokaha ont été interrogées. Des entrevues semi-dirigées ont été réalisées à l'aide d'un guide d'entretien ont permis de recueillir des données de faits et des opinions.

1.1.2.3. Critères de sélection ou d'admissibilité de la population accessible

a) Critères d'inclusion

Pour être admissible, les participants à notre étude devaient répondre aux critères suivants :

- ✓ Être une habitante de Lokaha ;
- ✓ Être une agricultrice ;
- ✓ Être âgée de 18 ans et plus.

Le choix de cette tranche d'âge est conforme à l'article 2 de la Convention No. 138 sur les pires formes de travail des enfants, en Côte d'Ivoire. En effet, celle-ci stipule que :

Dans les établissements de quelque nature qu'ils soient, agricoles, commerciaux ou industriels, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les entreprises familiales ou chez les particuliers, il est interdit d'employer les enfants de l'un ou l'autre sexe, âgés de moins de 18 ans à des travaux dangereux. (OIT, 1973).

b) Critères d'exclusion

Sont exclues les personnes, toute personne ne remplissant pas les critères d'admissibilités ci-dessus mentionnés.

1.1.3. Techniques et outils de collecte des données

Les techniques d'enquête se présentent comme des procédés opératoires que nous nous donnons dans le but d'atteindre nos objectifs. Pour appréhender les aspects du problème de la recherche, nous avons privilégié la recherche documentaire, l'échantillonnage, l'entretien semi-directif et l'observation directe.

1.1.3.1. Recherche documentaire

Elle occupe une place importante dans l'élaboration d'un travail scientifique. La documentation écrite a permis de passer en revue la littérature disponible. Ainsi, plusieurs documents ont été utilisés pour réunir les informations qui se rapportent à notre sujet de recherche. Les ouvrages méthodologiques, d'ouvrages généraux, de revues, de documents administratifs, des articles, des journaux, des mémoires portant sur l'usage des produits phytosanitaires dans l'agriculture ont constitué l'essentiel de notre documentation.

1.1.3.2. Entretien semi-directif

Un guide d'entretien et une grille d'observation ont permis de collecter les informations auprès des populations des villages cibles de l'étude. Les entretiens dans le cadre de cette étude se sont articulés autour des points suivants :

- ✓ Conscience environnementale des produits phytosanitaires ;
- ✓ Conscience sanitaire des produits phytosanitaires ;
- ✓ Pratiques liées à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Respect des procédures et normes en vigueur ;
- ✓ Impact sanitaire des pratiques des agricultrices.

1.1.3.3. Observations directes

En plus des entrevues, des visites de terrain ont été réalisées pour mener des observations dans certaines plantations et pour vérifier de visu les informations recueillies. Elles ont permis de vérifier et/ou confronter les informations collectées lors des entretiens. Cette observation s'est faite par l'usage de la photographie comme outil de collecte de données. Cette technique nous a permis d'observer certaines pratiques des femmes agricultrices sur l'utilisation des produits phytosanitaires.

1.1.3.4. Dépouillement des données de l'enquête

Après la réalisation des entrevues, les données collectées ont été traitées et analysées. Généralement, deux modalités de dépouillement s'offrent au chercheur à savoir : le dépouillement manuel et le dépouillement informatique. En effet, le dépouillement consiste à regrouper les réponses identiques se rapportant à un même caractère ou à une même modalité de manifestation afin de rendre possible la discussion, l'analyse et l'explication (Comoé-Krou,

1 985). Ainsi pour cette étude, nous avons opté pour un dépouillement manuel, et l'analyse de contenu thématique.

1.1.3.5. Méthode d'analyse : l'analyse de contenu

L'analyse des données d'entrevues a été réalisée selon l'approche de B.M. Miles et A.M. Huberman (2003), cité par Gelineau et Morency-Carrier (2015, p.52), qui préconisent une démarche en trois étapes : 1) la condensation des données (organisation des données) ; 2) la présentation (assemblage organisé de l'information tirée des données) ; et 3) l'élaboration/vérification des données (conclusions finales de l'ensemble des données). Il faut noter que dans le cadre de cette étude, toutes nos entrevues ont été intégralement retranscrites. Par la suite, les verbatims obtenus ont été analysés en vue de leur interprétation subséquente.

1.2. Modèle théorique

Pour saisir les facteurs explicatifs les facteurs de la non-application des normes d'utilisation des produits phytosanitaires par les agricultrices de Lokaha, nous avons mobilisé la théorie des représentations sociales.

- Théorie des représentations sociales

La théorie des représentations sociales que nous avons mobilisées, est celle du noyau central. Celle-ci accorde une place privilégiée à l'identification des croyances consensuelles du système central constitué de croyances non négociables ou inconditionnelles (Abric, 1976 cités par Y. Yapo, 2016, p.55).

2. Résultats

Les résultats de la présente étude s'organisent autour des représentations sociales des produits phytosanitaires et de la conscience des risques sanitaires et environnementaux des produits phytosanitaires chez les agricultrices de Lokaha.

2.1. Représentations sociales des produits phytosanitaires

À l'issue des différents entretiens réalisés, trois grandes représentations des produits phytosanitaires se dégagent à savoir : premièrement ce sont des produits pouvant servir à un usage thérapeutique, deuxièmement sont des produits à usage multiple, et troisièmement ce sont des produits destinés à l'élimination des insectes domestiques et agricoles c'est-à-dire des ravageurs.

2.1.1. Des produits à usage thérapeutique

Pour les femmes agricultrices du maraîcher de Lokaha, les produits phytosanitaires ne sont pas destinés à être utilisés uniquement que pour les plantes, mais aussi pour les humains. Ils sont utilisés pour le traitement de dermatose. En témoignent les propos des interviewés. « Les produits peuvent être utilisés pour le traitement des champignons dans les pieds ». (Entretien réalisé en mai 2022).

Ce savoir de sens commun, au sujet des produits phytosanitaire, considérés comme un remède, pour guérir les champignons des pieds, est à l'origine des pratiques de déviance observée chez les femmes agricultrices.

2.1.2. Des produits à usage multiple dans l'agriculture

Pour les femmes agricultrices du maraîcher de Lokaha, un produit phytosanitaire n'est pas destiné à être utilisé uniquement pour une seule catégorie culture. Les produits phytosanitaires utilisés dans la culture du coton peuvent être utilisés dans le maraîcher. Pour ces femmes agricultrices, le but visé en utilisant les produits phytosanitaires, c'est l'élimination des ravageurs tels que les insectes et les chenilles qui détruisent les récoltes. En effet, ces femmes ne font aucune distinction entre les différentes catégories de produits phytosanitaires. Cette conception des produits phytosanitaires chez les femmes agricultrices de Lokaha, transparaît dans leurs différentes déclarations : « les pesticides agricoles sont destinés à protéger les toutes les cultures. » (Entretien réalisé en mai 2022).

Pour protéger les différentes cultures telles que la tomate, la carotte, le piment, le chou et l'épinard, les femmes agricultrice ne font aucune distinction entre les produits phytosanitaires lors de leur usage. Elles ajoutent également que « les produits phytosanitaires sont faits pour mettre fin aux parasites qui ravagent les cultures ». (Entretien réalisé en mai 2022).

Il ressort des propos des agricultrices que pour mettre fin aux insectes ravageurs, celles-ci font recours à tous les produits phytosanitaires disponible sur le marché. En effet, les produits phytosanitaires du coton sont utilisés par ces femmes dans la culture maraîchère, chose qui n'est pas compatible avec les normes en vigueur. Hormis la conception des produits phytosanitaires à usage multiple, les femmes agricultrices, perçoivent également ces produits comme étant des insecticides.

2.1.3. Des produits perçus comme des insecticides

En dehors de leur usage pour le traitement de certaines pathologies de la peau chez l'homme, ou comme pesticides, les femmes agricultrices de Lokaha estiment que les produits phytosanitaires peuvent être utilisés comme des insecticides destinés à chasser les moustiques et les insectes dans les maisons. Une femme interrogée nous révélait à ce propos que « Nous gardons une partie du liquide pour d'autres usages comme chasser les insectes et moustiques de nos maisons. » (Entretien réalisé en mai 2022).

2.2. Conscience des risques sanitaires et environnementaux des produits phytosanitaires

Notre enquête révèle que les femmes agricultrices ont une faible conscience du risque sanitaire des produits phytosanitaires. Cela transparaît dans leurs différents discours : « Nous ne portons pas de gants quand nous manipulons les produits ; mais avant de manger, nous nous l'avons les mains. ». « Nous portons également des cache-nez quand nous utilisons les produits ». (Entretien réalisé en mai 2022).

Pour ce qui de la récolte des produits par exemple, les femmes soutiennent qu'en « En réalité après l'utilisation des produits sur les plantes, les plantes doivent faire 3 semaines s'il pleut sur les cultures, mais quand il ne pleut pas, on doit arroser au moins 4 semaines avant de faire la récolte. » À la suite de cette réponse, nous avons cherché à savoir si elles respectaient la durée d'attente avant de faire la récolte. Il est ressorti que dans les interventions que « Quand il ne pleut pas, nous sommes fatiguées d'arroser, donc nous récoltons les cultures sans attendre les quatre semaines » (Entretien réalisés en mai 2022).

Les femmes agricultrices ne sont pas conscientes des effets négatifs des produits phytosanitaires sur l'environnement. Les produits phytosanitaires sont utilisés au détriment des produits biologiques. La plupart des femmes interrogées nous ont fait savoir que : « Les produits biologiques sont lents à faire pousser les plantes, mais quant aux produits phytosanitaires ils font pousser vite les plantes. »

Il ressort de ces propos montre que les femmes agricultrices préfèrent les produits phytosanitaires au détriment des produits biologiques, car elles n'ont pas conscience des impacts négatifs de ces produits chimiques sur l'environnement, notamment les ressources en eau et les plantes de la zone de leurs activités.

2.3. Connaissance des règles d'utilisation des produits phytosanitaires

La connaissance des règles d'utilisation des produits phytosanitaire garantit les bonnes pratiques de ces produits. En effet, les résultats obtenus lors de nos entretiens montrent que les agricultrices du maraîcher n'ont aucune connaissance sur les règles d'utilisation des produits phytosanitaires. En témoignent les propos des interviewés : « En réalité après l'utilisation des produits sur les plantes, les plantes doivent faire 3 semaines s'il pleut sur les cultures, mais quand il ne pleut pas, on doit arroser au moins 4 semaines avant de faire la récolte. » Ou encore « Ce sont nos responsables qui vont à la formation, et ce sont elles qui nous montrent comment nous devons utiliser les produits. » (Entretien réalisé en mai 2022).

2.4. Connaissance des risques liés à l'utilisation non conforme des produits phytosanitaires

Les résultats des données issus des entretiens avec les agricultrices révèlent que les femmes agricultrices ignorent les conséquences de l'utilisation non réglementaire des phytosanitaires. Les femmes agricultrices interrogées répondent de la manière suivante : « non, nous ne connaissons pas vraiment les conséquences de ces produits ». À la suite de cette réponse nous avons cherché à savoir si elles avaient connaissance des cas d'intoxication dus à la mauvaise manipulation phytosanitaire. Il nous a été rétorqué que « Nous n'avons pas connaissance de ça ici, cependant nous pensons que c'est possible qu'il ait des cas d'intoxication alimentaires dans notre communauté. » (Entretien réalisé en mai 2022).

3. Discussion

3.1. Représentations sociales des produits phytosanitaires

Mamadou et al (2012) cité par Adje et Mamba (2017, p.212) soutiennent que « Chaque individu ou groupe a sa propre façon de reconstituer le réel auquel il est quotidiennement confronté. À ce réel, il attribue une signification spécifique qui est le produit, même le processus d'une activité mentale extériorisée ». Ainsi, chez les femmes agricultrices de Lokaha, les produits phytosanitaires revêtent un sens particulier qui organise et oriente leurs actions. C'est donc le sens que revêtent ces produits phytosanitaires en tant produit à usage multiple, ou de produit pouvant être utilisé comme un médicament pour le traitement des problèmes de la peau qui justifie leurs pratiques culturelles, malgré le caractère nocif de ces produits.

L'étude de Tra et Mamba (2007, p.136), corroborent nos résultats, quand ils expliquent l'attitude de maintien des populations de Lahou kpanda dans l'ancien village malgré la menace

de l'érosion côtière sous l'angle des représentations sociales de l'érosion côtière et de leur territoire. Quant à Tra et Konan (2018, p.313), ils montrent comment les représentations sociales de l'hygiène alimentaire influencent les pratiques des commerçantes du marché de Yopougon Wassakara. Ces représentations sociales des commerçantes, sont à l'origine des pratiques d'exposition des produits alimentaires à proximité des ordures ménagères et des eaux usées, la vente des aliments prêts à être consommés non loin des toilettes publiques et des caniveaux.

En effet, la représentation sociale constitue « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social donné » (D. Jodelet, 1989, p.36), Les représentations sociales sont également socialement situées, elles sont sensibles à un groupe, à un territoire, à une époque, à une culture (J.C. Abric et C. Guillemi, 1998).

3.2. Conscience des risques environnementaux et sanitaires des produits phytosanitaires

Pour comprendre l'attitude et les pratiques de déviance des femmes agricultrices pour l'utilisation des produits phytosanitaires, nous sommes partis de l'hypothèse selon laquelle le non-respect des normes d'utilisation des produits phytosanitaires par les agricultrices de Lokaha, est lié à leur conscience environnementale et sanitaire. Les résultats de notre étude confirment cette hypothèse. En effet, les femmes agricultrices n'ont pas conscience des impacts négatifs des produits phytosanitaires sur leur santé, celle des consommateurs ainsi que sur l'environnement (les ressources en eau et les plantes de la zone de leurs activités). Les agricultrices de Lokaha ne se préoccupent pas des risques sanitaires et environnementaux liés aux produits phytosanitaires. Elles n'ont pas conscience des dangers liés à la mauvaise utilisation de ces produits chimiques. Les travaux de Soro et al (2018, p.140) corroborent nos résultats.

En effet, avant nous, ceux-ci ont montré que la majorité des horticulteurs ne prennent aucune précaution lors des traitements phytosanitaires. Ils utilisent ces produits sans aucun équipement de protection individuelle (EPI) et sont de ce fait fréquemment confrontés à des problèmes de santé tels que les maux de tête, les éternuements, les intoxications alimentaires et les troubles de la vision. Ils montrent également qu'« Après l'usage des produits phytosanitaires, les emballages sont jetés dans les environs du site de production par la plupart des horticulteurs soit 82% des enquêtés. L'usage incontrôlé des produits phytosanitaires à Azaguié expose à des risques de pollutions de l'environnement. » À l'instar de ces travaux, nos résultats montrent également que, les femmes agricultrice de Lokaha font un usage incontrôlé

des produits phytosanitaires. En effet, celles-ci ne portent ni gants, ni masque protégeant le nez et la bouche, ni bottes, ni vêtements de protection. En outre, celles-ci ne se lavent pas les mains au savon après usage des produits phytosanitaires.

Doumbia et Kwadjo (2009, p.994), mettent également en relief cette absence de conscience environnementale et sanitaire des maraîchers de la ville d'Abidjan, quand ils disent qu' « après l'usage des pesticides, les emballages sont diversement gérés. Généralement, ils sont jetés dans les environs du site de production. En banlieues, 13,33% des producteurs en conservent pour des usages domestiques. Quelques maraîchers en vendent sur les marchés à Abidjan. » Ils ajoutent également que la plupart des producteurs (76,19% à Abidjan et 86,67% en banlieues) n'observent aucune mesure de protection lors des traitements phytosanitaires des cultures. La majorité des pesticides utilisés, acquis auprès de revendeurs non agréés, n'est pas recommandée pour les cultures maraîchères. Plusieurs producteurs de légumes mènent leur activité sans tenir compte de la préservation de l'environnement, de leur santé et de celle des consommateurs. En fin pour Nangah et al (2020, p.100), l'usage systématique des pesticides chimiques pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des maraîchers ne conçoivent pas le fait de produire des légumes et de faire des profits sans pesticides chimiques.

CONCLUSION

Cette étude qui a interrogé la conscience environnementale et sanitaire et l'utilisation des produits phytosanitaires par les femmes agricultrices de Lokaha (Korhogo/Côte d'Ivoire), nous a permis de saisir le sens des pratiques de déviationnistes des agricultrices dans l'usage des produits phytosanitaires. Les résultats obtenus ont révélé que, la non-application des règles d'usage des produits phytosanitaires, telles que l'utilisation des produits destinés aux maraîchers, le port des gants, des vêtements de protection, des bottes, des pulvérisateurs et le lavage des mains au savon, s'explique par la faible conscience du risque sanitaire et environnementale des agricultrices ; ainsi que leur représentation sociale des produits phytosanitaires. En effet, pour ces femmes agricultrices, les produits phytosanitaires revêtent un sens. Cela est à l'origine de leurs différentes pratiques d'usage des produits telles que : la manipulation directe des produits, le déversement des produits dans les arrosoirs pour la pulvérisation, le non-lavage des mains au savon après usage des produits, l'utilisation des produits pour le traitement des maladies dermatologiques.

Nous disons que l'adoption des bonnes pratiques d'usage des produits phytosanitaires chez les agricultrices, nécessite un renforcement de capacité régulier des acteurs du maraîcher. Car la mauvaise utilisation de ces produits a non seulement un impact négatif sur la santé humaine, mais aussi sur l'environnement.

Références bibliographiques

ABRIC Jean Claude (1976). Jeux, conflits et représentations sociales. Thèse d'État, Aix-en-Provence, Université de Provence.

ABRIC Jean-Claude et GUIMELLI Christian (1998). Représentations sociales et effets de contexte. *Connexions*, 72, 31-42.

ADJE N'Guessan pascal et MAMBA, Tchimou Bernard (2015). « La problématique de l'entretien du bien public en Côte d'Ivoire : le cas des espaces publics de la commune de Cocody (Abidjan) ». *Revue Ivoirienne d'Anthropologie Sociale, KASA BYA KASA*, n°30, Abidjan : EDUCI, 204-217.

AKOTTO Paul Olivia, BOCCANFUSO Dorothee, YERGEAU Marie-Eve (2020). « Agriculture urbaine et péri-urbaine, pauvreté, sécurité alimentaire et environnement dans les pays en développement : une revue exploratoire des méthodologies et des impacts ». *Cahiers de recherche 20-03*, Département d'Economie de l'École de gestion à l'Université de Sherbrooke.

COMOE-KROU, Barthelemy (1985). « Comment faire un mémoire » ? *Les cahiers du Laboratoire de ludistique*, Cahier n°2, Abidjan.

Convention n°138 de l'OIT sur l'âge minimum. (1973). https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ilo_code:C138.

DOUMBIA Mamadou et KWADJO Koffi Eric (2009). « Pratique d'utilisation et de gestion des pesticides par les maraichers en Côte d'Ivoire : cas de la ville de d'Abidjan et deux de ses banlieues (Dabou et Anyama) ». *Journal of Applied Biosciences*.

FAO, (2007). Manuel de référence du producteur urbain. Guide pratique pour travailler avec les organisations de producteurs urbains et péri-urbains à faible revenu. Rome, FAO.

GBOMBÉLÉ Soro, N'GUESSAN Martial KOFFI, BRAMA Kone, YAO Etienne Kouakou, KOUASSI Richard M'bra, DRAMANE Soro, NAGNIN Soro (2018). « Utilisation de produits phytosanitaires dans le maraîchage autour du barrage d'alimentation en eau potable de la ville de Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire) : risques pour la santé publique ». *Environnement, Risques & Santé*, Vol.17, 155-163.

GELINEAU Lucie et MORENCY-CARRIER Marie-Claude (2015). « Initiation collective à l'analyse qualitative à l'aide d'une recherche-formation ». *Revue recherche-qualitative.qc.ca – Hors-série – numéro 19*, 52-73.

JODELET Denise (1989). *Les représentations sociales*. Presses universitaires de France : Paris .DOI : 10.3917/puf.jodel.2003.01.

KOFFIE BIKPO Céline Yolande & YÉO Lanceni (2016). « Maraichage urbain et sécurité sanitaire des aliments à Korhogo ». *Regards Suds*, 176-190.<https://regardsuds.org/1945-2>.

NANGAH Krogba Yves, KOUAKOU Yao Kouman Nestor, et KOUASSI Aka Mohamed Urbain (2020). « Pratiques paysannes et fertilité des sols à vocation maraichers dans la ville de Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire) ». *International Journal of Innovation and Scientific Research*, Vol. 52 No. 1 Dec. 2020, 93-102.

OCDE/FAO. (2022). *Perspectives agricoles OCDE-FAO 2022-2031*, Éditions OCDE : Paris.

SORO Gbombele, WAHABI Saily Amao, ADJIRI Oi Adjiri, SORO Nagnin (2019). « Risques sanitaires et environnementaux liés à l'usage des produits phytosanitaires dans l'horticulture à Azaguié (Sud Côte d'Ivoire) ». *Journal of Applied Biosciences* 138 : 14072 -14081.

TRA Fulbert et KONAN Nadège Ahou Kouadio (2018). « Environnement et Conscience Sanitaire des Commerçants et Consommateurs de Wassakara à Yopougon (Côte d'Ivoire) ». *European Journal of Scientific Research*, Vol. 148 n°3, 307-318.

TRA Fulbert, et MAMBA Tchimou Bernard (2017). « Risques environnementaux et enjeux socio-économiques de l'occupation d'un espace côtier à Lahou-kpanda ». *Revue internationale des sciences et technologies de l'éducation*, Abidjan : n° 07, 123-143.

YAPI Yapo (2016). *Étudier les représentations sociales*, harmattan : Paris